



17 MILLIONS
DE PERSONNES VIVENT EN
ZONE INONDABLE EN FRANCE*.

* 17 millions d'habitants sont exposés aux inondations par débordement de cours d'eau et 1,4 million sont exposés au risque de submersion marine.

Source : DGPR / Ministère de la Transition Écologique (2020).

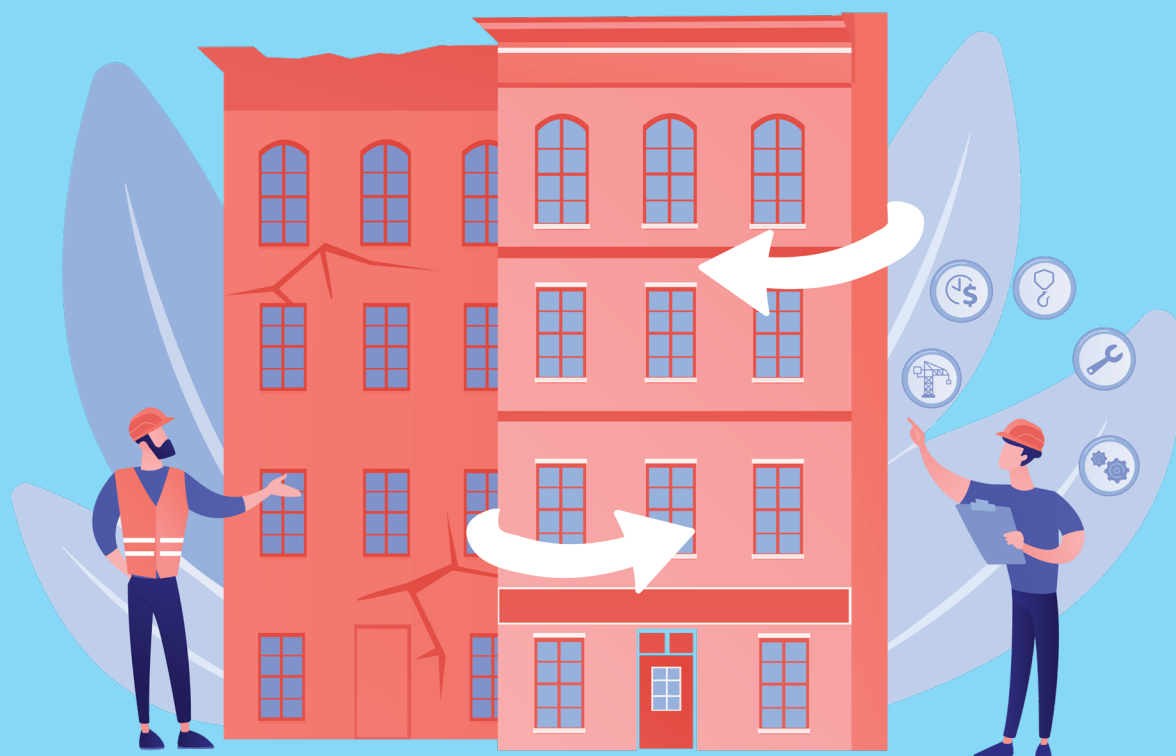


CONTEXTE

D'après le GIEC, le changement climatique conduira à une augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements naturels extrêmes (inondations, feux de forêts...).

Les territoires seront exposés à des risques de plus en plus importants dans un contexte de croissance de la population et du nombre de logements.

COMMENT ÉLABORER UN DÉVELOPPEMENT URBAIN RÉSILIENT ?



RÉGLEMENTATION

Une possibilité est de réglementer les constructions dans les zones à risque.

➔ Pour limiter les dégradations des bâtiments causées par les catastrophes naturelles.

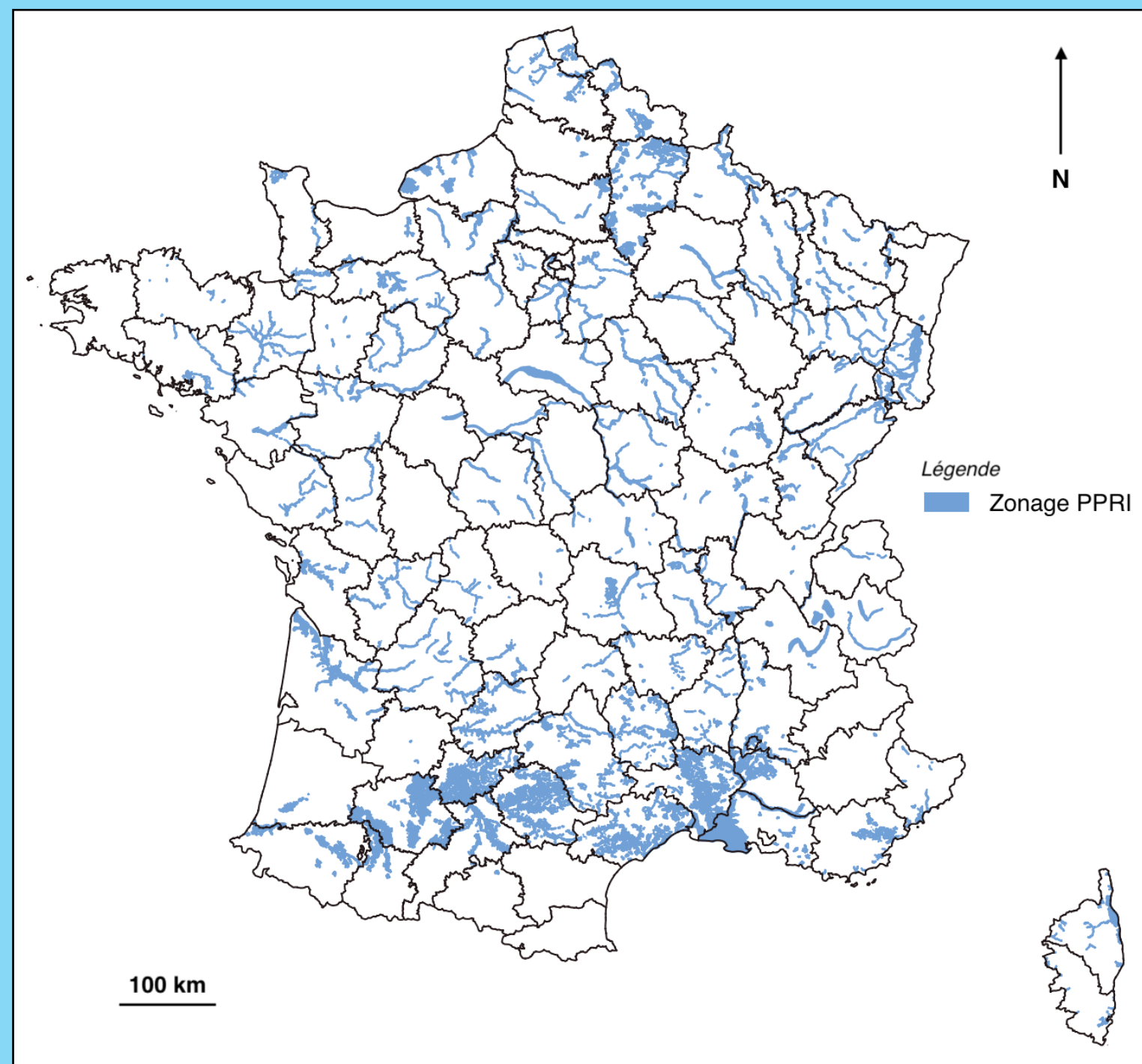
En France, cette politique prend la forme de réglementations d'urbanisme : les Plans de Prévention des Risques Naturels (PPRN).

- Ces plans sont progressivement mis en place depuis 1995.
- En 2021, 57% des communes concernées par un risque d'inondation étaient couvertes par un plan.



FOCUS SUR LES RISQUES D'INONDATION

Distribution spatiale des Plans de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI)



- Ensemble des PPRI en vigueur en 2021 qui n'ont pas fait l'objet d'une révision
- Couverture : France métropolitaine (excepté Pyrénées orientales)
- Source : Julia Paul-Venturine. *Build at your own risk. Integrating disaster hazards into land use regulations*, 2023.

L'ÉTUDE

- **Les administrations ont mis à disposition de nouvelles données géolocalisées.**



- ➔ **Il est ainsi possible de savoir quelles réglementations s'appliquent sur chaque parcelle de terrain.**
- **Échantillon retenu : l'ensemble des PPRI qui n'ont pas été modifiés après leur mise en place.**
 - ➔ **Nous pouvons ainsi étudier l'évolution des marchés fonciers avant et après la mise en place de nouveaux plans.**



MÉCANISMES

- **Les individus connaissent souvent mal les risques auxquels leur logement est exposé.**
- **Lors de leur mise en place, les PPR révèlent cette information aux habitants.**
 - ➔ **Cela peut diminuer la valorisation et, donc, la demande pour des biens exposés.**
 - ➔ **Les nouvelles normes augmentent le coût de construction de nouveaux bâtiments.**
- **Quel est l'effet de l'ensemble de ces mécanismes?**
- **L'adoption d'un plan permet-elle de limiter l'exposition des logements dans les zones à risque ?**



ENSEIGNEMENTS

- En moyenne, l'adoption de plans n'a pas d'impact significatif sur les nouvelles constructions ou l'occupation des sols au niveau national.
- Le développement urbain en zone inondable se poursuit au même rythme qu'avant l'adoption d'un plan - avec de nouvelles constructions plus sûres néanmoins.
- Mais ces résultats peuvent masquer une forte hétérogénéité entre territoires...



DYNAMIQUE

- La plupart des zones n'étaient pas construites avant la mise en place d'un plan et le demeurent après son introduction.
- Dans les zones où la demande de logements est très forte (centres urbains, littoraux), celle-ci est très largement supérieure à l'offre.
 - ➔ Cela conduit les individus à ignorer les risques auxquels leur logement est exposé.

D'après Julia Paul-Venturine,
Build at your own risk. Integrating disaster hazards into land use regulations, 2023.

Julia PAUL-VENTURINE est doctorante à Paris School of Economics et à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

